

REPONSE DU GROUPE ILIAD A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP « PROJET DE DECISION FIXANT POUR LES ANNEES 2026 A 2028 UN ENCADREMENT TARIFAIRE DES ACCES A LA BOUCLE LOCALE CUIVRE SOUMIS A L'OBLIGATION D'ORIENTATION VERS LES COÛTS IMPOSEE PAR LA DECISION N° 2023-2802 D'ANALYSE DU MARCHÉ 1 »

SYNTHESE

Sur la période 2024-2025, les opérateurs alternatifs fixes ont subi une hausse importante de leurs coûts du fait des décisions réglementaires de l'Autorité sur le marché fixe :

- révision du taux réglementaire de rémunération du capital pour les activités fixes se traduisant par une hausse du taux réel de 2,5 points entre 2023 et 2024 ;
- révision de la décision définissant les conditions économiques de l'accès aux infrastructures de génie civil de boucle locale d'Orange avec une hausse de 75% des tarifs d'accès au génie civil pour les lignes fibres entre 2023 et 2024 ;
- révision de la décision d'analyse de marché 1 avec levée de l'orientation coûts sur de très larges zones représentant 44% des communes au T2 2024 et 60% au T2 2025 ;
- hausse des tarifs de dégroupage dans la zone orienté coûts de plus de 1 euro.

L'ensemble de ces hausses subies par les opérateurs tiers s'est fait au seul profit d'Orange.

Dans la présente consultation, l'Autorité envisage de figer les tarifs de dégroupage dans la zone orientée vers les coûts. Nous sommes favorables à ce que les tarifs ne dépassent pas le montant actuel de 9,20 €.

D'une part, la France est déjà aujourd'hui l'un des pays les plus chers d'Europe. En tenant compte des tarifs de la zone orientée coûts, de la zone de non-excessivité et de la zone dérégulée, et de l'ensemble de la fiscalité, Le tarif de dégroupage de référence est aujourd'hui en France de plus de 11,60 €. Ce tarif est 40% au-dessus de la moyenne européenne qui s'élève à 8,24 €/mois.

D'autre part, à tarifs inchangés, par la seule mécanique d'extension des zones de non-excessivité, le prix moyen national du dégroupage augmentera plus vite que l'inflation. Cela ne saurait être justifié alors même qu'Orange, en lien avec la fermeture du cuivre, souhaite facturer à l'acte de nouvelles prestations de SAV (« Adaptation SAV » qui augmenterait encore le coût pour les opérateurs dégroupes), et que la fermeture du cuivre va générer des économies substantielles avec la diminution des coûts d'exploitation, et des recettes supplémentaires avec le recyclage du cuivre dont la valeur est estimée à plus de 8 milliards d'euros¹.

Un tarif plus élevé ne serait enfin plus cohérent avec les coûts d'un réseau moderne efficace. Les coûts par prise sont relativement uniformes en deçà d'un seuil de 85 à 90% des lignes et croissent de manière exponentielle au-delà. Un opérateur efficace ne déploierait pas 100% du territoire et pas au-delà de 90% des locaux. Pour un tel opérateur, nous estimons que le coût par ligne serait 9% inférieur à celui d'un opérateur déployant 100% des locaux. En reprenant les résultats du modèle BLOM qui fournit les coûts d'un opérateur décidant de déployer du FttH sur 100% des locaux, nous estimons que le coût par ligne d'un réseau moderne efficace couvrant 90% des locaux serait compris entre 6,52 et 9,32 €.

Pour ces raisons nous pensons que le tarif de dégroupage hors IFR dans la zone orientée vers les coûts ne doit pas dépasser le montant actuel de 9,20 €.

¹ Le Monde « Le trésor de cuivre d'Orange électrifie la filière du recyclage », 05/01/25.

MODELISATION ASCENDANTE DE LA BOUCLE LOCALE OPTIQUE MUTUALISEE DEVELOPPEE PAR L'AUTORITE

Les évolutions du modèle

Nous comprenons que la version 1.6 de décembre 2024 du modèle diffère peu de la version 1.5 de septembre 2023 qui a amené à la fixation des tarifs de dégroupage sur la période 2024-2026.

En particulier, les paramètres réseau, les paramètres d'amortissement (WACC, inflation, durées de vie et taux de progrès technique), et les CAPEX unitaires ne font l'objet d'aucun changement.

Les principales modifications concernent :

- la demande cible : le nombre total de lignes est mis à jour à l'aide des données de l'observatoire HD-THD du 2^e trimestre 2024 et augmente ainsi de 2% à 44,3 millions ;
- la liste des NRA : elle tient compte des fermetures effectives liées à l'extinction du cuivre : nous comprenons que cela a pour effet de réduire le nombre de NRO et d'accroître la longueur du réseau de transport ; le nombre total de NRO au national baisse ainsi de 10% à 7 655 et la longueur du GC en transport augmente de 10% à plus de 76 000 km ;
- le coût horaire du travail des techniciens et les coûts commerciaux qui augmentent de 7%.

Après prise en compte des coûts de raccordement final (0,55 € par accès) et des tarifs de location du génie civil le coût par ligne hors IFR ressort à un montant compris entre 7,17 € et 10,24 € contre 7,00 € à 9,91 € dans la Décision 23-2821 fixant les tarifs pour 2024-2025.

Nous comprenons que l'Autorité envisage de stabiliser les tarifs de dégroupage dans la zone orientée vers les coûts à 9,20€. Ce montant restant dans la fourchette de coûts évalués par le modèle BLOM.

L'Autorité ne tient pas compte du fait qu'un opérateur efficace ne déploierait pas 100% des locaux

Nous ne pensons pas raisonnable de considérer que l'opérateur efficace théorique déploierait en FttH 100% des locaux (44,3 millions dans le modèle). Par exemple, il n'est pas raisonnable de considérer que l'opérateur efficace théorique raccorde en FttH les habitats temporaires (résidences secondaires, de vacances), les locaux où il n'y a aujourd'hui aucune ligne cuivre active, où les solutions alternatives (mobiles 3G/4G, voire 5G) peuvent répondre aux besoins. La couverture de 100% des locaux du territoire ne nous apparaît réaliste qu'à la condition d'un soutien financier extérieur (service universel et/ou aide publique).

Nous pensons que le nombre total de lignes qu'un opérateur efficace déploierait est dès lors surestimé dans le modèle.

Ce constat est d'ailleurs aussi fait par l'Autorité p.11 de la consultation :

« Il semble toutefois raisonnable, de penser qu'un opérateur privé efficace mette en place, en-dessous d'un certain seuil de densité, une ou des technologie(s) alternative(s) au(x) coût(s) par ligne inférieur(s) à celui de la boucle locale optique mutualisée, permettant ainsi de limiter la hausse des coûts unitaires dans les zones les moins denses observée sur les réseaux FttH. »

Pourtant l'Autorité n'en tire pas les bonnes conclusions puisqu'elle considère que le coût moyen d'un opérateur déployant 100% du territoire peut servir de référence au tarif de dégroupage :

« Quelles que soient les valeurs exactes de ce seuil et des coûts de technologie(s) alternative(s), la moyenne nationale des coûts de la fibre jusqu'à l'abonné donne une estimation haute du coût moyen de l'actif moderne équivalent (le choix de technologie(s) alternative(s) ayant précisément pour but de diminuer les coûts). Au regard de la couverture actuelle du territoire par le réseau en cuivre d'Orange ainsi que de l'empreinte croissante des déploiements FttH, l'Autorité estime néanmoins pertinent de retenir ce coût moyen »

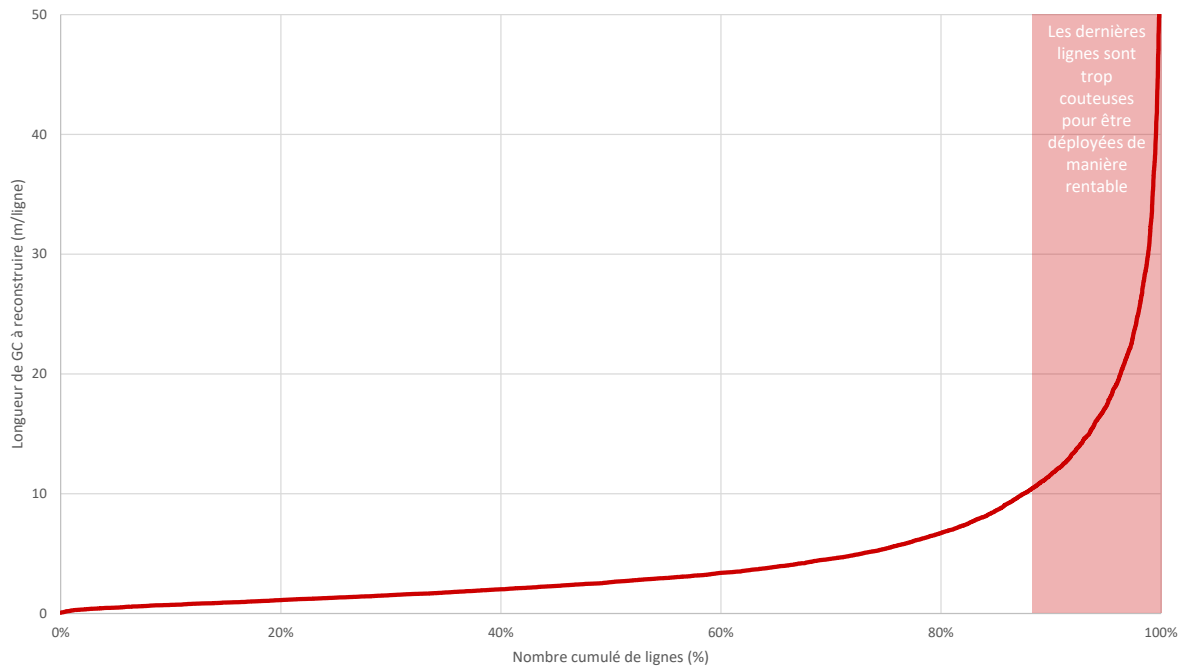
En cela elle s'écarte de la recommandation n° 2013/466/UE de la Commission européenne « non-discrimination et méthodes de coûts » qui préconise de fixer les tarifs de dégroupage à partir d'« une méthode de calcul des

coûts ascendante LRIC + consistant à estimer le coût courant qu'un opérateur efficace hypothétique encourrait pour construire un réseau moderne efficace ».

Un opérateur efficace hypothétique déploierait de l'ordre de 85 à 90% des locaux

Le graphique suivant présente la longueur de GC à reconstruire par ligne en fonction du nombre cumulé de lignes à déployer (d'après le modèle BLOM). La longueur croît ainsi de manière exponentielle aux alentours de 85-90% ce qui revient à dire que les coûts par prise sont relativement uniformes en deçà de ce seuil mais s'envolent ensuite.

Longueur de GC à reconstruire par ligne (NRO classés par ordre croissant de longueur de GC par ligne)



Source : d'après modèle BLOM

Un opérateur efficace pourrait ainsi choisir de s'arrêter de déployer de la fibre au-delà de 90% des locaux. Le reste étant assuré par des technologies alternatives.

Ce faisant la référence de coût prise par l'Autorité pour le tarif de dégroupage dépasse se situe en haut la borne haute des coûts qu'un opérateur efficace encourrait pour construire un réseau moderne efficace

Le modèle BLOM fournit une fourchette de coûts pour couvrir 100% des locaux comprise entre 7,17 € et 10,24 €.

Comme indiqué plus haut, nous pensons qu'un opérateur efficace choisirait de ne pas déployer de la fibre au-delà de 90% des locaux.

Les coûts d'un tel opérateur peuvent être approchés à partir :

- des coûts issus du modèle BLOM pour couvrir 100% des locaux ;
- de l'abaque figurant dans la Décision n° 2005-0834 fourni par France Télécom et permettant d'établir la correspondance entre le pourcentage de lignes les plus denses retenues et le coût moyen de ces lignes.

Pourcentage de lignes les plus denses et coût moyen de ces lignes

Nombre de lignes	Coût correspondant
100%	100%
95%	95%
90%	91%
85%	88%
80%	86%
70%	73%

Source : Décision n° 2005-0834

Il ressort ainsi qu'un opérateur qui déploierait 90% des locaux aurait un coût moyen par ligne 9% inférieur à celui d'un opérateur déployant 100% des locaux.

En appliquant ce ratio aux résultats du modèle BLOM, nous estimons que pour couvrir 90% des locaux, le coût serait compris entre 6,52 € et au maximum 9,32 €.

L'Autorité a retenu un plafond de 9,20 €, ce montant se situe tout en haut de la fourchette des coûts d'un réseau moderne efficace. Un plafond plus élevé se placerait au-delà de la fourchette haute des coûts d'un réseau moderne efficace.

Coût et tarif hors IFER	Unité	2026-2028
Coût modèle BLOM	€/mois	7,17-10,24
Coût d'un réseau moderne efficace	€/mois	6,52-9,32
Tarif dégroupage	€/mois	9,20
Niveau par rapport à la fourchette	%	96%

Coûts opérationnels

Sur les coûts, nous observons en outre que le coût horaire du travail des techniciens et les coûts commerciaux sont augmentés de 7% (ils passent sur 2 ans de respectivement de 54.12 à 57.80 €/h et de 0.14 à 0.15 €/ligne/mois).

Nous pensons que cette évolution est trop importante, l'index SMB « Télécommunications - Base 100 au T2 2017 » publié le 13/12/24 montre plutôt une augmentation annuelle de 2,8%².

IFER

Pour tenir compte d'éventuelles variations substantielles du plafond du montant unitaire mensuel au titre de l'IFER, l'Autorité s'interroge, pour la période 2026-2028, sur une évolution de ce mécanisme consistant à retenir, pour le plafond du montant unitaire mensuel au titre de l'IFER de janvier à juin d'une année n donnée, la moyenne arithmétique entre celui applicable de janvier à juin de l'année n-1 et celui applicable de juillet à décembre de l'année n-1 (cf. point 3 de l'annexe).

Les tarifs de l'IFER sont déjà fixés pour équilibrer les charges d'Orange.

Sur la période 2026-2028, le montant unitaire de l'IFER pourra varier à la hausse ou à la baisse. Un changement de méthode aurait des effets incertains et ne viendrait dans tous les cas pas apporter plus de prévisibilité.

Nous ne voyons donc pas l'intérêt de modifier la méthode de calcul de l'IFER.

² <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010562718>

COMPARAISON EUROPEENNE

Deux remarques de méthode peuvent être formulées lorsque des comparaisons internationales sur les tarifs de dégroupage sont réalisées.

Il faut d'abord considérer des tarifs moyens nationaux. A ce titre, pour la France il est nécessaire prendre en compte non seulement le tarif appliqué en zone orientée coûts mais aussi le tarif dans la zone de non-excessivité et dans la zone dérégulée. Il faut ensuite, et en l'absence de meilleure information, bien considérer l'ensemble de la fiscalité : l'IFER est bien payé par l'opérateur louant l'accès à la boucle locale, et ce coût intervient ensuite dans la formation des prix de détail.

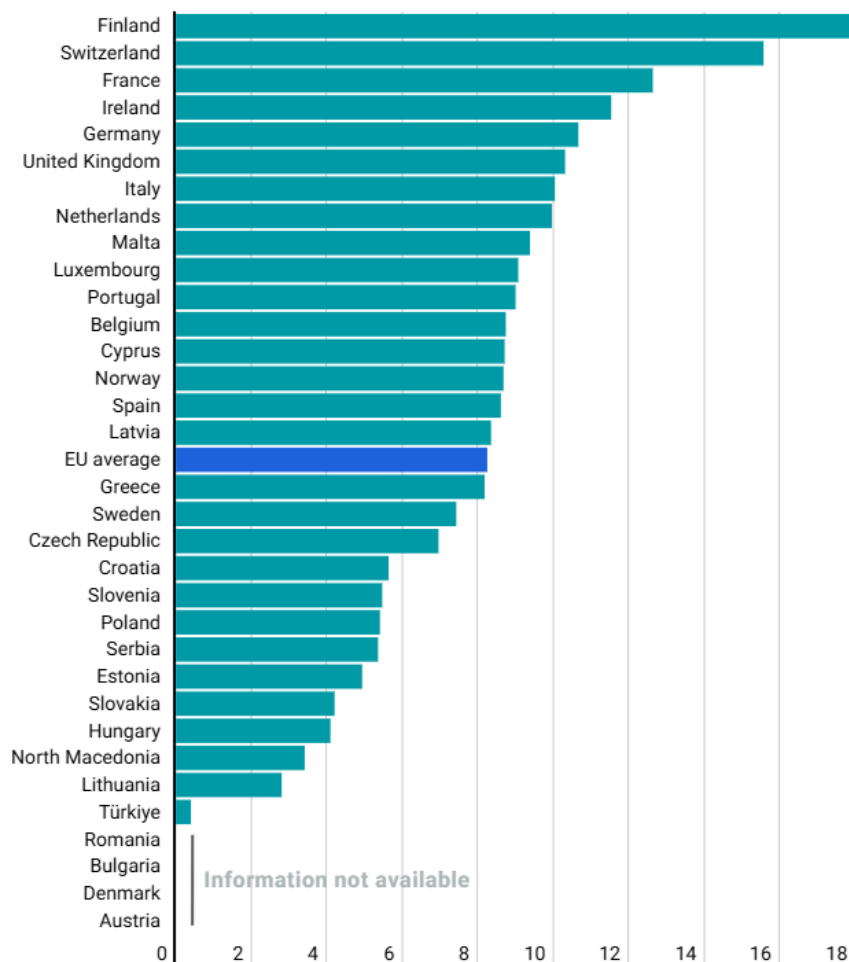
Dès lors le tarif de dégroupage de référence est aujourd'hui en France d'environ :

$$((9,20 \times 2/3 + 10,70 \times 1/3) + 1,92) = 11,62 \text{ €}$$

Cela fait de la France aujourd'hui déjà l'un des pays les plus chers d'Europe avec un tarif bien au-dessus de la moyenne européenne qui s'élève à 8,24 €/mois comme le montre le graphique suivant.

Comparaison des tarifs de dégroupage total

The simple arithmetic average for full LLU in 23 EU member states is €8.24 per month (does not include Austria, Bulgaria, Denmark, and Romania), € per month (Cullen International)



Source : Cullen International, 1 January 2025

L'Arcep envisage de maintenir le tarif en zone orientée coût au niveau actuel de 9,20 €. Cela va conduire mécaniquement à une hausse du prix de dégroupage national :

- d'une part, la zone de non-excessivité s'étendant, la part des abonnés en zone non orientée coûts va croître avec le temps ;

- d'autre part Orange ne s'est pas encore engagée sur les tarifs de la zone de non-excessivité, il n'est pas impossible qu'Orange soit tentée d'accroître les plafonds tarifaires de la zone à compter de 2026 ; il en est de même pour les zones fermées commercialement pour lesquelles le contrôle tarifaire est levé

A tarifs unitaires inchangés, par la seule mécanique d'extension des zones de non-excessivité, le prix moyen national du dégroupage augmentera plus vite que l'inflation. Pour cette raison nous pensons que les tarifs de la zone orientée coût de 2026-2028 ne doivent pas dépasser les tarifs actuels soit 9,20 €.

Il convient enfin de rappeler que plusieurs régulateurs européens, dont l'Espagne ou l'Allemagne ont adopté des décisions poursuivant soit l'orientation vers les coûts du cuivre sur l'ensemble du marché national, soit imposant un Price Cap, appelé « Safety Cap » visant à stabiliser sur longue période les prix du dégroupage à leur niveau actuel, le cas échéant corrigé de l'inflation. En Espagne par exemple, l'extinction du cuivre est prévue pour 2025 et plus de 93% des lignes actives de l'opérateur historique sont en fibre et le tarif du dégroupage est de 8,60 € inchangé depuis 2013.

FRAIS DE RESILIATION

Nous pensons que les frais de résiliation ne doivent pas être payés par les opérateurs commerciaux dans la mesure où la fermeture du réseau cuivre résulte de la seule décision d'Orange. Dans ces conditions, nous demandons qu'Orange cesse de facturer les frais de résiliation à l'instar des obligations prévues par l'Autorité dans les zones où Orange a annoncé la fermeture technique.